Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

26 janvier 2005
N°255 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

LA DOCTRINE ALBRIGHT-RICE

La démocratie forcée

Dans son discours d'investiture, le président George W. Bush a élevé l'expansion de la liberté dans le monde au rang de vocation religieuse et d'objectif principal de la politique étrangère et militaire des États-Unis. Pour réaliser cette mission paradoxale de contraindre les peuples à la liberté, Condoleezza Rice sait pouvoir s'appuyer sur le projet de « Communauté des démocraties » élaboré par son prédécesseur Madeleine Albright.

page 2

Russie : poursuite du « containement »

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le plan Brzezinski de « containement » de la Russie s'étale au grand jour. Javier Solana se félicite de la « révolution » orange en Ukraine et y voit une occasion de faire entrer l'Ukraine dans le marché commun, premier pas vers l'OTAN. Salomé Zourabichvili annonce quant à elle la création d'un axe diplomatique, aligné sur les États-Unis et chargé d'isoler la Russie.

page 12

REPÈRE : 10 JANVIER 1349

Premiers holocaustes juifs en Europe

Arrivée d'Italie vers la mi 1347, la Grande Peste atteint la Suisse et la Rhénanie en janvier 1348. Immédiatement l'importante communauté juive de la région est accusée d'être responsable de l'épidémie. Le 10 janvier 1349, les prévôts et les autorités religieuses de Bâle (Suisse) décident de brûler en public 600 notables juifs. 200 enfants juifs sont sauvés du bûcher par leur conversion forcée au christianisme. Les cimetières juifs sont détruits, la synagogue est brulée, les juifs sont interdits de séjour. La folie antisémite remonte le Rhin, le 12 janvier à Speyer (Spire) les 800 juifs de la ville (hommes, femmes, enfants) sont rassemblés et brûlés vifs dans une grange à foin, leurs biens sont confisqués, le cimetière est rasé et les ossements jetés dans le Rhin. Le 14 février à Strasbourg (Alsace), le conseil municipal et la guilde des bourgeois ayant refusé de condamner les juifs sont arrêtés et destitués par les prévôts qui ont rejoint les émeutiers. Plus de 2000 juifs sont rassemblés au cimetière et brûlés vifs. Malgré les appels du pape Clément VI et de l'empereur Charles VI, plus de 300 communautés juives seront éradiquées par des milices religieuses à Bâle, Cologne, Munich, Augsburg, Strasbourg, Worms, Zurich, mais aussi Barcelone, Venise, Lodz...

LOIN DES CAMÉRAS ET PRESQUE SANS MOYENS, SAKHALINE SE MOBILISE CONTRE LES MAJORS

L'île de Sakhaline, qui s'étend le long de la côte nord-est de la Russie, connaît depuis plusieurs jours un mouvement de protestation à l'initiative de l'Association russe des peuples indigènes du Nord (RAIPON), Greenpeace, Sakhalin Environmental Watch, WWF, les Verts russes et le Parti libéral démocrate russe. Ce mouvement entend demander des comptes à Exxon-Mobil et Shell, principaux exploitants des gisements pétroliers et gaziers de l'île, au sujet de leurs activités qui nuisent gravement à l'environnement dont dépendent les populations locales pour leur subsistance, à savoir principalement les rennes et le poisson. Au nom des peuples Nivkh, Uilta, Evenk et Nanai, ils demandent à ces compagnies de financer une expertise de l'impact des projets industriels sur l'île, un Fonds de développement comme compensation des dégâts provoqués sur leur mode de vie ainsi qu'un groupe de travail pour mettre en place ces mesures.
Mobilisés depuis plusieurs jours par un froid glacial, les manifestants n'ont toujours pas obtenu satisfaction de la part des majors pétrolières, qui semblent-il profitent de la quasi-absence de couverture médiatique des événements pour faire la sourde oreille. *(photo : Lina Zaripova)*

La doctrine Albright-Rice

La démocratie forcée

Dans son discours d'investiture, le président George W. Bush a élevé l'expansion de la liberté dans le monde au rang de vocation religieuse et d'objectif principal de la politique étrangère et militaire des États-Unis. Pour réaliser cette mission paradoxale de contraindre les peuples à la liberté, Condoleezza Rice sait pouvoir s'appuyer sur le projet de « Communauté des démocraties » élaboré par son prédécesseur Madeleine Albright.

Devant le Capitole lors de la cérémonie d'investiture de George W. Bush, le 20 janvier 2005

Depuis le début du XXe siècle, les États-Unis hésitent à soutenir un système de relations internationales fondé sur la souveraineté des États. De manière récurrente, ils remettent au contraire en cause le principe de souveraineté pour tenter d'étendre leur modèle économique en s'appuyant sur les États qui le partagent déjà. Loin de marquer une rupture, la doctrine expansionniste du second mandat Bush n'est que l'achèvement du projet de « Communauté des démocraties » énoncé par Madeleine Albright .

Quand les réformes démocratiques affaiblissaient le camp états-unien

Au cours de la Guerre froide et particulièrement dans les années 1970. Washington a apporté son soutien aux dictatures les plus sanguinaires. À cette époque, l'ennemi, c'était le modèle économique socialiste et l'influence

soviétique, pas la tyrannie. Les conservateurs états-uniens, tout comme les plus hautes instances du FMI et de la Banque mondiale, considéraient qu'un régime autoritaire capitaliste - tel que le Chili d'Augusto Pinochet - était un meilleur rempart contre la progression du communisme qu'une démocratie parlementaire social-démocrate. Cependant, introduisant une rupture, l'administration Carter estima qu'en démocratisant les régimes amis, elle priverait les organisations communistes de militants. Aussi conduisit-elle vers la sortie quelques dictateurs latino-américains.

Ce débat rebondit, en 1979, avec la publication d'un article de Jeane Kirkpatrick, publié dans *Commentary*, « Dictatorships and Double Standards ». L'auteure, membre du Parti démocrate et néanmoins historienne enthouiaste du péronnisme, y analyse le fiasco de la politique étrangère états-unienne en Iran pour condamner les choix de Carter. Ce texte fut salué à l'époque comme un véritable manifeste néoconservateur contre la démocratie. Pour Mme Kirkpatrick, l'expérience à montré qu'il est dangereux de provoquer des réformes démocratiques trop rapides et trop nombreuses dans des régimes autocratiques qui constituent des alliés fidèles de Washington, tels que celui du shah d'Iran ou du président nicaraguayen, Anastasio Somoza. Les États-Unis imposent ainsi à des dictateurs amis des réformes dont les dirigeants des régimes communistes du Tiers-Monde sont dispensés. Ce faisant, ils fragilisent « leurs » dictateurs et ouvrent la voie à leur renversement par d'autres dirigeants, tels que l'Ayatollah Khomeyni en Iran et les Sandinistes au Nicaragua, qui sont encore moins favorables à la démocratisation de leur pays que leur prédécesseur. La conclusion de la politologue est lapidaire : au lieu de proposer que les États-Unis imposent les mêmes critères démocratiques aux régimes autoritaires communistes, elle invite l'administration Carter à renoncer purement et simplement à sa politique de démocratisation progressive des régimes alliés. À mots couverts, l'article de Jeane Kirkpatrick expose la méfiance des néo-conservateurs états-uniens vis-à-vis de la démocratie : *« Bien que la plupart des gouvernements de la planète soient, comme ils l'ont toujours été, des autocraties d'un genre ou d'un autre, aucune idée n'a plus d'emprise sur le cerveau des Américains éduqués que celle qui veut qu'il est possible de démocratiser des gouvernements partout, tout le temps et dans n'importe quelles circonstances »*.

La démocratie face à l'« Empire du Mal »

Un an plus tard, les démocrates perdent l'élection présidentielle. Reagan entre à la Maison-Blanche et renoue avec la politique de soutien aux dictatures amies. Mais, en 1982, alors que le mouvement Solidarnosc déstabilise la Pologne pro-soviétique, il prononce un discours à la Chambre des Communes britannique, dans lequel il proclame que l'un des premiers objectifs de la politique étrangère états-unienne sera dorénavant la promotion de la démocratie, notamment en Europe orientale et en Union soviétique [1]. Il y explique qu'il rejette l'idée selon laquelle *« une fois que des pays ont obtenu une capacité nucléaire, ils doivent être autorisés à exercer un règne de terreur sur leurs citoyens sans être inquiétés »*. Il propose en conséquence de développer *« les infrastructures de la démocratie »*, notamment la liberté de la presse, les syndicats, les partis politiques et la liberté universitaire. Quelques temps plus tard, ce discours est traduit dans les faits par la création de la National Endowement for Democracy

(NED).

Les ambitions messianiques des États-Unis ne sont pas nouvelles. Déjà, en 1845, John O'Sullivan définissait la « Destinée manifeste » du pays en ces termes : *« La nation américaine a reçu de la Providence divine la destinée manifeste de s'emparer de tout le continent américain afin d'y nourrir et développer la liberté et la démocratie. Elle doit ensuite porter la lumière du progrès au reste du monde et en assurer le leadership, étant donné qu'elle est l'unique nation libre sur terre »*.

Malgré les apparences, il n'y a aucune contradiction dans ces revirements manifestes. Le républicain Ronald Reagan fait de la démocrate Jeane Kirkpatrick son ambassadrice à l'ONU. En fait la démocratie n'est pas une fin en soi, mais une arme pour faire basculer les États pro-soviétiques dans le camp atlantiste. Il faut donc promettre la démocratie à l'Europe centrale tout en installant des dictatures en Amérique centrale. La démocratie permet de séduire, mais présente le risque de laisser les citoyens faire un jour le « mauvais choix ».

Jeane Kirkpatrick

Alors que la Charte de l'ONU interdit de changer des régimes par la force dans des États souverains, l'extension des valeurs démocratiques devient une justification acceptable par la communauté internationale pour parvenir aux mêmes fins. Encore faut-il, pour être crédible, faire le ménage dans son camp lorsque la situation y devient intenable. Le secrétaire d'État George Shultz et son adjoint Elliott Abrams invitent ainsi le général Augusto Pinochet à mettre en œuvre quelques réformes démocratiques au Chili. En 1984, la Maison-Blanche entame une démarche similaire auprès du dictateur philippin Marcos. Alors que celui-ci a bénéficié jusque-là d'un soutien indéfectible de Washington, l'équipe « asiatique » de Ronald Reagan (Paul Wolfowitz et Richard Armitage) s'inquiète de voir le pays en proie à une opposition de gauche de plus en plus mobilisée et craint une prise de pouvoir par les « communistes » [2]. Ils incitent donc Marcos à intégrer une partie de son opposition dans son gouvernement. En vain : le vieux dictateur est convaincu qu'il ne sera jamais « lâché » par Ronald Reagan, qui l'a reçu à plusieurs reprises à la Maison-Blanche. Il se trompe : Wolfowitz et Armitage, hantés par la peur d'un nouveau Viêt-Nnam, le chassent du pouvoir et mettent fin à la dictature au profit de la droite catholique et de l'Opus Dei.

Comme la tentative de démocratisation du régime tortionnaire de Pinochet, cet épisode ne révèle pas une préférence de Washington pour les régimes démocratiques. Il permet uniquement de constater que le Pentagone et le département d'État sont désormais prêts à soutenir l'instauration d'un régime démocratique si le maintien d'une dictature risque d'entraîner la prise de contrôle du pays par les « communistes ». En cela, ce n'est pas en tant que pro-démocratie que Wolfowitz et Armitage ont choisi cette politique, mais bien en tant qu'anti-communistes. Et l'année suivante, c'est le président sud-coréen

Chun Doo Wan qui est appelé par Washington à mener des réformes démocratiques, face à une opposition populaire grandissante.

Ronald Reagan prononçant un discours devant le Parlement britannique en 1982

La politique étrangère de l'administration Bush s'appuie aujourd'hui sur les mêmes ressorts. Les succès de la « révolution » [3] des roses en Géorgie et de la « révolution » orange en Ukraine ont démontré que l'alibi des « réformes démocratiques » était le meilleur moyen de renverser des régimes avec le soutien de la communauté internationale. Parallèlement, les néoconservateurs ont multiplié les appels pour une « démocratisation » du Proche-Orient, prétexte au remplacement des équipes au pouvoir en Arabie saoudite, en Syrie, voire à l'aventure irakienne.

La conférence de Varsovie et l'opposition française

Cette nouvelle diplomatie ne s'appuie plus sur le droit international applicable aux États souverains, mais sur des valeurs morales, voire théologiques, qu'il convient d'imposer à l'ensemble de l'humanité. Elle trouve sa consécration dans une entité appelée la Communauté des démocraties. Cette initiative a été lancée à la fin de l'ère Clinton par Washington, en juin 2000, lors d'une conférence internationale organisée à Varsovie à l'initiative de Bronislaw Geremek, ancien membre de Solidarnosc et ancien ministre des Affaires étrangères polonais, et intitulée « Vers une communauté des démocraties ». À cette occasion, le « groupe initiateur », composé du Chili, de la République tchèque, de la République de Corée, de l'Inde, du Mali, du Mexique, de la Pologne, du Portugal, de l'Afrique du sud et des États-Unis s'engage, dans la déclaration finale également signée par plus d'une centaine de pays, à fonder une « Communauté des démocraties » ayant pour objectif de promouvoir les valeurs et les institutions démocratiques aux niveaux national et international [4]. Le texte rappelle par ailleurs l'importance de la Charte des Nations unies et de la Déclaration des droits de l'Homme. Les signataires s'engagent à *« encourager les dirigeants politiques à faire prévaloir les valeurs de tolérance et de compromis qui fondent les systèmes démocratiques efficaces »* et à *« travailler avec les institutions et organisations internationales, la société civile et les gouvernements pour coordonner le soutien aux nouvelles sociétés démocratiques émergentes »*. La France, représentée par son ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, est la seule à ne pas apposer sa signature au bas de ce texte. Devant l'assemblée, M. Védrine met en cause certaines *« déclarations (...) parfois rédigées comme s'il s'agissait dorénavant de*

convertir d'un coup à la religion démocratique des suppôts de la tyrannie et non d'encourager et de consolider des processus d'évolution des sociétés ». Il critique également le fait que les Occidentaux donnent parfois « *l'impression qu'ils utilisent l'aspiration universelle à la démocratie et au respect des droits de l'homme (...) à des fins d'influence ou de domination politique, économique ou culturelle* » [5].

Ce qui offusque tant le diplomate français, c'est que, malgré le rappel du principe de souveraineté et de non-ingérence, la déclaration finale évoque une « *coopération au sein des organisations internationales* » et la constitution de « *coalitions et d'ententes destinées à soutenir les résolutions et d'autres actions internationales pour la promotion d'un mode démocratique de gouvernement* ». Ce qui ouvre la voie à la formation d'un « groupe de démocraties » au sein de l'ONU, une idée à laquelle tant Paris que Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, s'opposent.

Hubert Védrine

L'opposition française suscite de vives réactions de la part de la délégation états-unienne. Un article paru en première page de l'*International Herald Tribune* explique que « *la « conférence américaine sur les démocraties dans le monde [a été] choquée et étonnée* » par le refus français de signer le document final. À la tribune, Madeleine Albright rétorque que si la démocratie « *n'est pas une religion* », elle n'en est pas moins « *une foi* ». Le *New York Times* affirme le 28 juin que la secrétaire d'État et la délégation états-unienne ont « *été prises de court par les objections françaises* », surtout par le fait qu'Hubert Védrine « *visait au cœur de ce que le Dr Albright espère voir devenir une grande partie de son héritage* » [6].

La « Pax Democratica » remplace la « Pax Americana »

Les critiques du ministre français étaient argumentées et visionnaires. La conférence de Varsovie, financée par la Stefan Batory Foundation de George Soros et la Freedom House [7], apparaît avec le recul comme la première étape du volet d'ingérence démocratique appliqué aujourd'hui par les mêmes Albright et Soros en Europe orientale. Cette stratégie était déjà comprise dans le premier rapport stratégique de l'administration Clinton, intitulé *A National Security Strategy of Engagement And Enlargement*. On pouvait y découvrir un nouvel objectif stratégique états-unien : « *la protection, la consolidation et l'élargissement de la communauté des démocraties de libre marché* ». Dans un article paru dans *Parameters*, la revue de l'US Army War College, à l'été 1996, le Dr Robert H. Dorff analysait ainsi cette nouvelle politique :
« *Fondamentalement basée sur la notion de "paix démocratique" (les démocraties n'entrent pas en guerre contre les autres démocraties), cette stratégie implique la promotion active et l'expansion de la communauté des pays démocratiques et attachés au libre-marché comme une manière*

d'investir les ressources nationales dans la poursuite d'objectifs stratégiques » [8].

Ce discours prend véritablement la forme d'une doctrine en novembre 1999, lors d'un Open Forum du secrétaire d'État. À la tribune, l'analyste en questions internationales états-unien, James Robert Huntley, expose la thèse de son dernier livre, *Pax Democratica : A Strategy For the 21st Century*. Selon lui, pour être réalisé, le nouvel ordre mondial fondé sur la démocratie nécessite l'application de plusieurs mesures :

- un traité-cadre pour la communauté des démocraties
- un caucus des démocraties à l'ONU pour parler d'une voix commune
- une assemblée parlementaire des démocraties
- l'union des démocraties sur des questions précises, notamment l'éducation, l'économie et la sécurité globale
- une Cour internationale pour les droits de l'homme
- une amélioration de la prévention des crises par les démocraties
- des efforts accrus en terme d'éducation
- le renforcement des institutions internationales telles que l'ONU grâce à la Communauté des démocraties.

Derrière les slogans, il s'agit uniquement de redéfinir l'Alliance atlantique comme le camp de la « démocratie de marché » (sic), de l'étendre au-delà de sa zone géographique initiale, enfin d'en faire la source du droit international en lieu et place de l'ONU. Bien entendu, il n'est aucunement question de défendre réellement la démocratie, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par lui-même, puique les États-Unis ne reconnaissent pas chez eux le principe de souveraineté populaire et refusent de signer les pactes des nations unies relatifs aux Droits de l'homme.

L'expression *Pax Democratica* pour remplace *Pax Americana* traduit à merveille la volonté expansionniste qui se cache derrière ce projet. Si les démocraties ne se font pas la guerre, dit-on, rien n'empêche qu'elles fassent la guerre aux autres et les conquièrent.

Cette Communauté devient immédiatement un projet prioritaire de Washington, qui a déjà nommé un représentant spécial au sein du Département d'État pour promouvoir l'initiative. Il s'agit de Penn Kemble, anciennement membre de l'agence de la NED-CIA, le National Democratic Institute, et proche de Jeane Kirkpatrick [9]. Ces éléments de contexte permettaient à Shri B. Raman de questionner les motivations sous-jacentes à la promotion d'une « communauté de démocraties » : *« les États-Unis avancent cette idée en sous-main, avec l'aide de quelques ONG et des personnalités qui se sont illustrées au cours de la Guerre froide, pour promouvoir leurs intérêts stratégiques »*. La suite lui donnera raison.

La conférence de Séoul

La conférence de Séoul, organisée du 10 au 12 novembre 2002, est l'occasion pour les membres de la Communauté des démocraties de préciser leur projet. Un élément important concerne les critères de participation, qui doivent permettre d'identifier les pays qui sont dignes d'appartenir à cette communauté.

Ces critères de « bonne gouvernance démocratique », recensés dans une longue énumération rédigée au préalable, recouvrent l'ensemble des droits individuels, sociaux et politiques que doit respecter un État : l'État de droit, la liberté de conscience, le droit à un procès équitable, la promotion de l'égalité des sexes, le droit des minorité ethniques, religieuses ou linguistiques, la séparation des pouvoirs, les élections libres, le multipartisme, l'absence de discrimination relative au sexe, à la race, à la couleur de peau, à la langue, à la religion et aux croyances pour accéder à la vie politique, économique et culturelle, et l'assurance que le pouvoir militaire reste responsable devant le gouvernement civil élu [10].

Les participants adoptent également un « plan d'action ». Celui-ci rappelle les principes fondamentaux auxquels les États membres sont attachés. On peut notamment y lire, après les habituelles libertés fondamentales : *« la tenue périodique d'élections libres et justes fondées sur le bulletin secret et le suffrage universel sous la surveillance d'autorités électorales indépendantes ; la liberté d'association y compris le droit de former des partis politiques indépendants ; la séparation des pouvoirs, et tout particulièrement l'indépendance du pouvoir judiciaire ; et la subordination constitutionnelle de toutes les institutions étatiques, y compris l'armée, au pouvoir civil légalement constitué »* [11]. Le « plan d'action » de Séoul prévoit naturellement que les États membres mettent tout en œuvre à l'échelle régionale pour faire progresser ces grands principes dans leur aire géographique, à l'exception de leur propre territoire puisqu'ils sont déjà censés par essence les respecter, d'après les critères de participation.

Un autre volet du programme prévoit de lutter contre les menaces pesant sur la démocratie. Au premier rang d'entre elles, il y a évidemment le terrorisme, une préoccupation qui était absente en 2000. Les États-Unis profitent donc de l'occasion pour faire adopter par les participants des mesures relatives à la guerre au terrorisme, notamment la suspension des relations bilatérales, du commerce et de l'aide aux pays ou organisations non-gouvernementales soutenant le terrorisme. Mais ce n'est pas là l'objectif principal. Instrumentaliser les processus de démocratisation pour renverser des régimes nécessite la création d'une infrastructure spécifique, sous-traitée au niveau régional par la NED aux pays membres. Le texte prévoit ainsi la *« création d'un corps d'experts entraînés capables d'aider les pays confrontés à une menace sur leur démocratie »*, la *« désignation de pays habilités lorsqu'il est nécessaire de coordonner des efforts diplomatiques ou autres ou une médiation politique »* et *« la fourniture d'un soutien logistique à long-terme et d'organes de supervision pour renforcer les institutions démocratiques, le processus électoral et les projets de réforme »*. Des éléments qui résonnent aujourd'hui d'une toute autre manière alors que Washington vient de transporter des observateurs par charters entiers et d'instrumentaliser des consultations électorales en Géorgie et en Ukraine pour renverser les équipes en place, tandis qu'il interdit toute surveillance des élections en Irak.

Autre volet essentiel de l'ingérence démocratique : la propagande. Le « plan d'action » prévoit pour cela de favoriser « l'éducation à la démocratie », notamment en *« encourageant le développement de la capacité humaine à permettre à un public éduqué d'assumer une participation au processus national de prise de décision »*. Les États membres préconisent également la

Madeleine Albright

promotion de la notion de transparence, l'application de mesures de bonne gouvernance pour lutter contre la corruption. Ils souhaitent encourager *« l'implication de la société civile dans le processus de gouvernement au niveau local, national et international »*, notamment en soutenant *« des groupes non-gouvernementaux qui informent les citoyens de leurs droits et de leurs devoirs (...) et aident les gens à développer les talents de base nécessaires pour une participation efficace aux affaires publiques »*. La Communauté des Démocraties veut naturellement défendre la liberté d'expression par la défense des médias indépendants (c'est-à-dire non-étatiques).

Comment se traduisent dans les faits toutes ces déclarations d'intention ? L'exemple récent des coups d'État en Ukraine et en Géorgie en donnent un aperçu : en Géorgie, les listes électorales pour les élections législatives de novembre 2003 furent réalisées par le National Democratic Institute (désormais présidé par Madeleine Albright). Truffées d'irrégularités, elles furent ensuite contestées par l'opposition à Edouard Chevardnadze, ce qui accrédita l'hypothèse d'une fraude électorale du pouvoir. Au nom des principes énumérés à Séoul, des observateurs internationaux majoritairement financés par le Département d'État états-unien ont été déployés à l'occasion de ces élections, afin de constater les irrégularités nécessaires à la contestation du scrutin. De nombreux médias non-gouvernementaux ont vu le jour, tels que la chaîne de télévision « indépendante » ukrainienne Rustavi 2, créée en 1994 grâce à un financement de George Soros, et qui a relayé à l'envi les sondages favorables à Ioutchenko qu'elle avait d'ailleurs elle-même réalisée [12]. George Soros, présent par ailleurs à la conférence de Séoul, a également financé nombre d'organisations dites « non-gouvernementales » pour sensibiliser *a priori* la population aux « trucages » à venir puis, une fois les trucages « confirmés », à la mobiliser pour obtenir le départ de l'équipe au pouvoir. Ce fut le cas d'Otpor en Serbie (2000), de Kmara en Géorgie (2003) et de Pora en Ukraine (2004).

L'ONU, la prochaine cible ?

Depuis le début de l'année 2004, la pression est montée d'un cran aux États-Unis contre l'ONU. De nombreux éditorialistes néo-conservateurs disent régulièrement tout le mal qu'ils pensent de cette organisation où sont autorisés à siéger des pays autocratiques opposés aux valeurs morales les plus élémentaires. L'idée de James Robert Huntley d'un « caucus des démocraties » au sein de l'ONU fait donc son chemin, soutenue avec vigueur par le Parti radical libéral européen pour les États-Unis d'Europe et d'Amérique d'Emma Bonino [13].

Ce que la guerre contre le terrorisme n'a pas réussi à faire, c'est-à-dire unir un front de pays contre les « États voyous », la *Pax Democratica* parviendra peut-être à le provoquer. Le discours d'investiture de George W. Bush ne dit pas

autre chose. En déclarant que *« le meilleur espoir pour notre monde est l'expansion de la liberté sur l'ensemble de la planète »*, il préfigure une ère d'ingérence politique de grande envergure. Le président états-unien a d'ailleurs bien précisé que *« ceci n'est pas principalement le rôle des armes »*. Celles-ci sont en effet superflues dans bien des cas. Bien plus efficace est le soft-power ainsi défini : *« l'Amérique n'imposera pas notre propre mode de gouvernement à ceux qui n'en veulent pas. Au lieu de cela, notre but est d'aider les autres à trouver leur propre voie, atteindre leur liberté et tracer leur propre chemin (...) Nous encouragerons les réformes dans les autres gouvernements en expliquant clairement que le succès de nos relations nécessitera un traitement décent de leur propre peuple »*.

Une parfaite continuité apparaît dans la politique étrangère des Etats-Unis, indépendamment des alternances politiques. George W. Bush reprend à son compte la rhétorique de Ronald Reagan. Il remplace l' « Empire du Mal » par l'« Axe du Mal » et l'expasion de la « démocratie » par celle de la « liberté ». Il absorbe également le discours de Bill Clinton. L'ingérence humanitaire au Kosovo laisse la place à l'ingérence démocratique en Irak et bientôt ailleurs.

Des propos explicités par la nouvelle secrétaire d'État états-unienne, Condoleeza Rice, lors de son audition par la commission sénatoriale chargée d'approuver sa nomination. Mlle Rice, formée à la politique par Joseph Korbel, le père de Madeleine Albright, déclarait : *« Premièrement, nous devons unir la communauté des démocraties dans la construction d'un système international fondé sur nos valeurs communes et la règle de droit. Deuxièmement, nous renforcerons la communauté des démocraties afin de contrer les menaces qui pèsent sur notre sécurité collective et d'apaiser le désespoir qui alimente le terrorisme. Et troisièmement, nous répandrons la liberté et la démocratie dans le monde entier. Telle est la mission que le président Bush a assigné à l'Amérique dans le monde... et telle est aujourd'hui la grande mission de la diplomatie [14] américaine »*.

Paul Labarique

---

[1] *Adress to members of the British Parliament*, 8 juin 1982.

[2] La sortie des Philippines du giron états-unien était d'autant plus inenvisageable que l'archipel abritait deux bases de l'US Army, la Clark Air Force Base et la Subic Bay Naval Station.

[3] Dans le langage courant, une révolution implique un changement de structure. Dans les pseudos « révolutions » géorgienne et ukrainienne, les manifestants ne réclament pas de tels bouleversements, uniquement une alternance politique. C'est pourquoi nous écrivons ici révolution entre guillements.

[4] *Final Warsaw Declaration : Toward a Community of Democracies*, Varsovie, Pologne, 27juin 2000.

[5] « Hubert Védrine réfute les leçons de démocratie de Washington », par Jan Krauze, *Le Monde*, 29 juin 2000.

[6] Cité dans « La France refuse les « diktats démocratiques » de Madeleine Albright », *Solidarité et Progrès*, 4 juillet 2000.

[7] *Frequently Asked Questions - Community of Democracies*, site du Democracy Coalition Project.

[8] « Democratization and Failed States : The Challenge of Ungovernability », par Robert H. Dorff, *Parameters*, été 1996.

[9] Penn Kemble a présidé le comité exécutif de la Coalition for a Democratic Majority, un groupe néo-conservateur au sein du Parti démocrate animé par Jeane Kirkpatrick, Richard perle et consorts. Membre du Friends of the Democratic Centre in Central America (PRODEMCA), il a participé à l'affaire Iran-Contra en acheminant de l'argent de la NED à la guérilla anti-sandiniste au Nicaragua. Il a également été au conseil d'administration de l'Institute on Religion and Democracy, et des Social Democrats, USA. Devenu l'un des fers de lance de l'ingérence démocratique, Kemble a par ailleurs participé au comité consultatif de l'US Information Agency (USIA), poste qui lui permit de donner des conseils sur la manière de diriger les radios de propagande Radio Free Europe et Radio Liberty, gérées par la CIA depuis Munich, et d'écrire et de produire des programmes pour WETA-TV. D'après « Community of Democracies », par Shri B. Raman, *South Asia Analysis Group*, 20 avril 2000.

[10] Voir *Criteria for Participation and Procedures*, U.S. Department of State, 27 septembre 2002.

[11] *Seoul Plan of Action - Democracy - Investing for Peace and Prosperity*, Second Ministerial Conference of The Community of Democracies, 12 novembre 2002.

[12] « Géorgie : la chaîne TV Rustavi 2 aux mains de l'ex-numéro 2 du ministère des Affaires étrangères », par Célia Chauffour, *Regards sur l'Est*, n°35, 13 octobre 2004.

[13] En 2002, Emma Bonino a redonné vie à l'ancien Parti radical transnational qui était tombé en sommeil après que les partis radicaux de droite aient rejoint l'Internationale libérale et les partis radicaux de gauche, l'Internationale socialiste. Le Parti radical transnational a alors changé de dénomination pour devenir le Parti radical libéral européen pour les États-Unis d'Europe et d'Amérique. À l'exception du Parti radical italien, dont Mme Bonino est la figure de proue, aucun parti radical dans le monde n'a accepté de rejoindre cette nouvelle internationale.

[14] Au sens états-unien, la diplomatie ne se limite pas au rôle des ambassades, mais inclut aussi bien la « diplomatie publique » (c'est-à-dire la propagande) que les actions couvertes de la CIA.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Russie : poursuite du « containement »

Analyse

Le likoudnik Dore Gold dénonce dans le *Wall Street Journal* le soutien apporté par les agences de l'ONU à des associations caritatives liées au Hamas et aux Frères musulmans. Cette pratique concourt à légitimer ces organisations politiques. Il en conclut que si l'ONU agit en pleine connaissance de cause, elle doit être assimilée aux ennemis d'Israël. Il en profite pour relancer l'intox du programme « pétrole contre nourriture », programme de propagande dont le *Wall Street Journal* est le fer de lance

Autre likoudnik, Zalman Shoval s'interroge dans le *Washington Times* sur la personnalité et la politique de Mahmoud Abbas. Il considère que la mort d'Arafat et le changement de direction palestinienne ne suffisent pas pour ouvrir des négociations, il faut encore qu'Abbas fasse ses preuves.

À l'inverse, Nazir Majali, journaliste arabe israélien, témoigne dans *Ha'aretz* de la volonté de paix du nouveau président palestinien et de son souci de maintenir l'unité de son peuple. Encore faut-il qu'Israël ne le décrédibilise pas aux yeux de sa population.

De son côté, Shlomo Avineri doute du caractère véritablement démocratique des élections palestiniennes, mais y voit néanmoins un précédent dans le monde arabe. Il note dans *Le Figaro* et le *Daily Star* que les téléspectateurs d'*Al Jazeera* pourraient y trouver un encouragement à exiger, eux aussi, des élections dans leurs pays.

Le plan Brzezinski de « containement » de la Russie s'étale au grand jour. Secrétaire général de l'Union européenne, après l'avoir été à l'OTAN, Javier Solana se félicite dans l'*International Herald Tribune* de la « révolution » orange, à laquelle il a personnellement participé en Ukraine. Il y voit bien entendu, une occasion de faire entrer aujourd'hui l'Ukraine dans le marché

commun. Il évite d'évoquer l'entrée dans l'OTAN, mais elle est implicite. Salomé Zourabichvili, la ministre française des Affaires étrangères du gouvernement géorgien, annonce dans *Vremya Novostyey* la création d'un axe diplomatique aux marges de la Russie : la Géorgie de la révolution des roses, l'Ukraine de la révolution orange et la Pologne post-Solidarnosc. Cet axe, clairement atlantiste, c'est-à-dire aligné sur les États-Unis et destiné à isoler la Russie, complète le pacte du GOUAM, incluant l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan et la Moldavie.

Le président syrien, Bachar el-Assad, en visite à Moscou a accordé une interview aux journalistes d'*Izvestia*. Il y précise que ses entretiens avec le président Vladmir V. Poutine porteront sur la responsabilité de la Fédération de Russie dans le monde et, notamment, au Proche-Orient. Il s'agit de préciser le rôle que la Russie entend jouer pour prévenir une attaque des États-Unis contre l'Iran ou la Syrie. Ces discussions, poursuit M. al-Assad, sont d'ordre politiques et stratégiques, pas techniques. En conséquence, c'est par d'autres canaux (et probablement avant) qu'ont été négociés d'éventuelles livraisons de missiles Iskander. Quoi qu'il en soit, cette visite d'État illustre l'espoir du monde musulman de trouver à Moscou la protection face à l'expansionnisme états-unien qui lui fait défaut.

Réseau Voltaire

Dore Gold

Ancien conseiller pour la politique étrangère de Benjamin Netanyahu, ambassadeur d'Israël à l'ONU (1997-1999) et conseiller d'Ariel Sharon, Dore Gold est président du Jerusalem Center for Public Affairs. Il est l'auteur de *Tower of Babble : How the U.N. Has Fueled Global Chaos*.

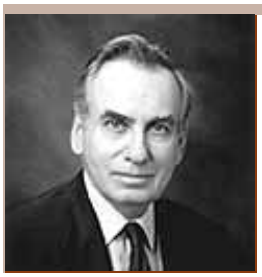
« L'ONU au travail »

Source : Wall Street Journal
Référence : « The U.N. at Work », par Dore Gold, *Wall Street Journal*, 22 janvier 2005.

En 2003 et 2004, l'armée israélienne a récupéré des documents montrant comment l'ONU, via son programme de développement (UNDP), a régulièrement financé deux organisations paravents du Hamas. La question est de savoir si l'ONU savait qui elle finançait.
En juin 2003, l'armée israélienne demanda à ce que l'UNDP cesse ses activités à Jénine car Israël savait que les organisations caritatives étaient gérées par le Hamas, mais le représentant de l'UNDP, Timothy Rothermel, repoussa cette requête. Une autre révélation troublante est l'aide de l'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) à la Koran and Sunna Society de Kalkilya. L'UNRWA est infiltrée de longue date par le Hamas et cela a permis de faire financer des groupes de militants de l'islam par cette agence. Les erreurs de jugements de l'ONU ne se limitent pas à Gaza et à la Cisjordanie.
En effet, en octobre 2004, l'ONU a financé l'Arab International Forum for Rehabilitation and Development in the Occupied Palestinian Territory qui s'est tenu à Beyrouth sous les auspices de l'U.N.'s Economic and Social Commission

for Western Asia (ESCWA). La conférence annonça une initiative commune de l'ESCWA et de la Coalition of Goodness, une organisation dirigée par un membre des Frères musulmans, Sheikh Yusuf Qaradhawi. Un an auparavant, il avait pourtant fait l'apologie des opérations suicide contre Israël, puis avait encouragé les musulmans à aller combattre les États-Unis en Irak. Il faut aussi faire la lumière sur le scandale « pétrole contre nourriture ».
Aujourd'hui, l'administration Bush a donné un statut spécial à l'ONU en lui donnant une place dans le Quartet diplomatique qui gère la Feuille de route. L'ONU se présentant comme la seule source de légitimité internationale, son action renforce et légitime le Hamas.

Zalman Shoval



Zalman Shoval est ancien ambassadeur israélien aux Etats-Unis et ancien président du Likoud mondial. Il est conseiller d'Ariel Sharon.

« Après les élections palestiniennes »

Source : Washington Times
Référence : « After the Palestinian elections », par Zalman Shoval, *Washington Times*, 20 janvier 2005.

Le nouveau président Mahmoud Abbas viendra bientôt à Washington. Son élection n'est pas exempte d'irrégularités, mais un score qui n'est pas l'habituel 99 % des pays arabes le rend plus crédible.
Difficile de savoir qui est le vrai Mahmoud Abbas. Ces dernières années, il s'est opposé à l'Intifada « armée », mais pas à cause des morts innocents israéliens, seulement parce que cela desservait la cause palestinienne. Durant sa campagne, il a utilisé un double langage selon qu'il s'exprimait en arabe ou aux médias internationaux. Dans le passé, M. Abbas a fondé l'OLP, paravents de groupes terroristes, et il est personnellement impliqué dans l'attaque contre l'école de Ma'alot durant laquelle 26 enfants ont été brutalement assassinés. Plus inquiétant, le dernier week-end, six Israéliens ont été abattus par les Brigades des martyrs d'Al Aqsa, une branche du Fatah d'Abbas et il est évident qu'ils ont pu circuler à travers les territoires contrôlés par les services de sécurité de M. Abbas.
Il n'est pas impliqué directement bien sûr, mais il faut déterminer s'il manque de pouvoir ou bien s'il utilise un double langage comme le faisait Yasser Arafat. Il est peut-être plus pragmatique que son prédécesseur, mais il n'aurait pas été plus loin qu'Arafat face aux propositions d'Ehud Barak et Bill Clinton à Camp David. Michel Barnier se trompe quand il affirme que le temps d'une négociation sur le statut final d'Israël est venu. M. Abbas doit encore faire ses preuves.

Nazir Majali

Nazir Majali is a journalist et ancien rédacteur en chef du journal communiste *Al-Ittihad*. IL est analyste de la politique israélienne pour plusieurs médias arabes dont *Abu Dhabi TV* et *Al Arabiya*.Il est le co-fondateur avec le père Emile Shufani d'un groupe de citoyen arabe israélien étudiant l »histoire juive et spécialement la Shoah.

« Ne l'appelez pas collaborateur »

Source : Ha'aretz
Référence : « Don't call him a collaborator », par Nazir Majali, *Ha'aretz*, 25 janvier 2005.

Les menaces d'Israël contre Mahmoud Abbas semblent avoir rempli leur fonction du point de vue israélien puisqu'elles ont poussé le nouveau dirigeant palestinien à tout faire pour satisfaire les demandes israéliennes. En réalité, il s'agit d'une illusion, Abu Mazen est connu pour ses positions contre l'usage de la violence dans la lutte contre Israël. Il est convaincu qu'elle ne sert plus les intérêts palestiniens.

Depuis 20 ans, Mahmoud Abbas a tenu une ligne politique courageuse qui a influencée la pensée et le comportement palestiniens. Il est allé à la rencontre d'un autre Israël, un Israël voulant la paix. En dirigeant lucide, il a décidé de choisir la voie de la paix pour obtenir la fin de l'occupation. Il n'a pas abandonné, en dépit des obstacles placés par Israël. Même lorsqu'il a été forcé de démissionner de son poste de Premier ministre ou que sa maison à Ramallah a été incendiée.

Aujourd'hui, sa nouvelle position lui donne la force de faire avancer ses principes, mais à sa manière, en faisant toujours tout pour empêcher un éclatement du peuple palestinien. Le gouvernement israélien a malheureusement décidé qu'il fallait que l'arrivée au pouvoir d'Abbas soit perçue comme une victoire israélienne et ses actions comme une conséquence des exigences israéliennes. Cela a des implications négatives pour tout le processus. Israël a un partenaire pour négocier, il ne doit pas le miner.

Shlomo Avineri

Shlomo Avineri est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem. Il est ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Membre d'un

« L'autre révolution palestinienne »

Source : Daily Star
, Le Figaro
Référence : « L'autre révolution palestinienne », par Shlomo Avineri, *Le Figaro*, 21 janvier 2005.
« Palestinian elections - a time bomb for Arab regimes ? », *Daily Star*, 24 janvier 2005.

L'euphorie suscitée par l'élection de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne était peut-être justifiée, mais il est temps d'analyser plus sereinement les perspectives des Palestiniens, des Israéliens, et peut-être celles du monde arabe dans son ensemble.

Tout d'abord, notons que cette élection n'a pas été irréprochable : le Hamas et le Jihad islamique ont appelé au boycott et le Fatah a convaincu sans ménagement Marwan Barghouti de ne pas se présenter. En outre, il a obtenu la victoire avec

institut satellite de la CIA chargé de l'assistance aux partis de gauche, il a été impliqué dans les processus de démocratisation de nombreux pays de l'Est européen.

le contrôle des forces de sécurité et les démonstrations d'hommes en armes lors de ses meetings ne correspondaient pas exactement aux normes démocratiques. Toutefois, après des décennies d'autocratie de Yasser Arafat, sans élections, la bonne tenue du scrutin est une surprise.

L'élection présidentielle est l'occasion d'ouvrir de nouvelles négociations avec Israël mais, plus encore, le vote des Palestiniens aura aussi des répercussions dans le monde arabe, car ce qui vient de se passer en Cisjordanie et à Gaza est sans précédent : Abbas peut se vanter d'avoir reçu l'investiture populaire. Or, aucun pays arabe n'a jamais connu cela. La société palestinienne n'est pourtant pas si différente que cela des autres sociétés arabes, mais la pression des États-Unis et de l'Union européenne en faveur d'élections, la croyance des Palestiniens dans l'importance de cette élection dans la lutte contre Israël et l'exemple de démocratie israélienne observée depuis quatre décennies par les Palestiniens ont permis ces élections.

Des images de ces élections ont été diffusées dans tout le monde arabe via Al-Jazeera et elles ont dû en faire réfléchir plus d'un. S'il est possible en Palestine, sous occupation israélienne, de choisir ses dirigeants, pourquoi pas au Caire ou à Damas, à Riyad ou à Alger ? Le monde arabe pourrait bien commencer à se poser des questions difficiles. Une bombe à retardement vient-elle, autrement dit, d'être déposée sous le trône des potentats arabes, rois, émirs et présidents ? Alors qu'en Irak la tentative d'importer la démocratie par la force est un échec, la situation paradoxale d'une démocratie arabe sous occupation israélienne est peut-être une menace que les dirigeants arabes n'ont pas encore bien saisie.

Javier Solana

Ancien ministre socialiste espagnol des Affaires étrangères (1992-1995) et ancien secrétaire général de l'OTAN (1995-1999), Javier Solana est le haut représentant de l'Union européenne pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

« Yushchenko offre une nouvelle occasion pour l'Union européenne »

Source : International Herald Tribune
Référence : « Yushchenko offers a new opportunity for the EU », par Javier Solana, *International Herald Tribune*, 22 janvier 2005.

Avec l'intronisation de Viktor Yushchenko, l'Ukraine entre dans une nouvelle ère. Il faut utiliser ce nouveau chapitre de l'Histoire pour construire une relation Union européenne-Ukraine plus forte. La position de l'Union européenne est claire, nous considérons que nous avons une occasion, mais qu'il faudra travailler dur pour réussir. La future qualité de notre relation avec Kiev va largement dépendre de la qualité de la démocratie en Ukraine et de ses réformes intérieures.

Il y a un mois, l'Ukraine était en crise, mais la population a montré que l'on pouvait passer d'une élection ne remplissant pas les critères démocratiques à un processus électoral acceptable. De par sa taille, ses ressources naturelles et sa position géographique, l'Ukraine a une grande importance pour l'Union européenne. La conclusion réussie du processus électoral montre que l'Union européenne et l'Ukraine partagent des valeurs importantes. Viktor Yushchenko a un programme de réformes ambitieux et nous avons intérêt à ce qu'il réussisse. La nouvelle Ukraine est construite sur des aspirations populaires et je

sais que le nouveau président est conscient des hautes attentes de sa population. Il s'efforce également à ce que le pays reste uni.
Il faut transformer la délicate position stratégique de l'Ukraine en opportunité. Nous allons prendre une série de mesures pour donner de la consistance à notre désir de coopération, mais nous avons besoin que l'Ukraine fasse également des efforts. L'Ukraine devrait ainsi avoir rapidement accès au marché commun.

Salomé Zourabichvili

Ancienne représentante de la France au Conseil de l'OTAN puis ambassadrice de France en Géorgie, Salomé Zourabichvili est ministre des Affaires étrangères de Géorgie.

« On assiste à la naissance d'un axe démocratique Tbilissi-Kiev-Varsovie »

Source : Vremya Novostyey
Référence : « ••••••••••• ••••••••••••••••• ••• •••••••-••••-••••••• », par Salomé Zourabichvili, *Vremya Novostyey*, 24 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous ne comprenons pas bien l'attitude de la Russie au sujet des gorges de Pankissi, d'un côté le gouvernement russe ne veut pas que soit poursuivie la surveillance de la frontière abkhaze par l'OSCE, et de l'autre il nous jette la pierre en déclarant que des terroristes la franchissent librement.
Les missions d'observation sont la garantie que les problèmes seront traités sur la place publique internationale et pas unilatéralement par les Russes. S'ils sont partie prenante du conflit, ils ne pourront jamais prétendre à un statut de garant de la stabilité dans la région. La présence d'une mission de l'OSCE à la frontière de l'Ossétie du Sud et celle d'une mission de l'Onu en Abkhazie sont indispensables. Les Russes ont nommé à la tête du service de sécurité d'Ossétie du Sud, un membre du FSB. C'est le genre d'exemple qui fait douter des bonnes intentions des gens qui sont au gouvernement.
Concernant l'Iran, l'éventuelle utilisation de la force par les États-Unis nous dérange. Il s'agit de notre région, de notre partenaire, à proximité immédiate. Le dialogue doit continuer sur le problème de l'arme atomique.
Il est prévu cet été un sommet de l'union du GOUAM (pour Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan, Moldavie). La façon dont l'Ukraine va se comporter vis-à-vis de cet instrument stratégique est très importante. Il est probable que le rôle du GOUAM se renforce. Un nouveau facteur est en train d'émerger dans la politique européenne : l'axe Tbilissi-Kiev et même Tbilissi-Kiev-Varsovie. C'est un facteur que la Russie devra prendre en compte.
Beaucoup de gens disent que l'économie géorgienne subit une pression de la Russie, je pense cependant que l'influence économique d'un voisin puissant dans la transparence la plus grande est logique. Ce sont là les instruments que la Russie doit utiliser et tout ira bien si elle adopte ces nouvelles règles du jeu.

Bachar El Assad

Bachar El Assad est le président syrien.

« La Russie a une grande responsabilité au Proche-Orient »

Source : Izvestia
Référence : « •• •••••• ••••• ••••••• •••••••••••••••• •• ••••••• ••••••, par Bachar El Assad, *Izvestia*, 24 Janvier 2005

Le but de ma visite en Russie est de donner une grande impulsion aux relations entre nos deux pays. La Fédération de Russie est une grande puissance à laquelle incombe une grande responsabilité dans le monde et au Proche-Orient. Outre ce sujet du Proche-Orient, nous aborderons la question de l'Iran ainsi que celui du terrorisme.

Il n'est absolument pas indispensable, lors de telle visites officielles, d'aborder les détails techniques concernant l'achat éventuel de rampes de missiles « Iskander-E » comme cela a été évoqué dans certains pays. Nous avons des services spécialisés pour cela.

Nous voulons que la Syrie soit en paix et récupère ses territoires occupés, nous voulons aussi qu'elle soit plus développée dans la sphère technologique, économique, sociale et politique.

La religion c'est la foi en Allah, c'est la patience, l'amour, la sécurité, la paix, une logique de développement et d'ouverture, d'élargissement des capacités humaines. Le pouvoir amène parfois à une passion excessive, et la passion réveille en l'homme la vanité et la perte du sens des réalités. L'homme ne doit pas croire qu'il « possède » le pouvoir au premier sens du terme, il doit le ressentir au travers des autres, ses concitoyens.